

ACCORD DE CONSORTIUM

Pour la réalisation du Projet CrABEx

Références ANR :

ANR-13-CORD-0013-01
ANR-13-CORD-0013-02
ANR-13-CORD-0013-03
ANR-13-CORD-0013-04
ANR-13-CORD-0013-05

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, établissement public à caractère scientifique et technologique, immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 180 089 013, code APE 731 Z, dont le siège est 3 rue Michel Ange - 75794 PARIS Cedex 16, représenté par son Président Monsieur Alain FUCHS, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Frédéric FAURE, Délégué Régional Rhône-Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 VILLEURBANNE Cedex, France,

En vertu de la décision du 21 janvier 2010, donnant délégation de signature à un délégué régional pour la coordination d'accords de partenariats d'une unité de sa circonscription, ainsi que d'autres unités relevant d'autres circonscriptions du CNRS, la Délégation régionale Rhône-Auvergne signera le présent accord pour la Délégation Nord Pas-de-Calais (DR 18) ainsi que pour la Délégation Paris A (DR1).

ci-après dénommé « le CNRS »,

ET

L'Université Lille 1 - Sciences et Technologies, Etablissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel, dont l'adresse est : Cité Scientifique - Bat. A3 - 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex, SIRET 195 935 598 00019, TVA Intra Communautaire F 951 95 935 598, APE 803 Z, représenté par son Président, Monsieur Philippe ROLLET,

ci-après dénommée « LILLE 1 »,

ET

Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP, régi par le décret N° 2012-279 du 28 février 2012, n° SIRET : 180 092 025 00014 - code APE : 8542 Z, sis 46, rue Barrault 75634 Paris cedex 13, représenté par Monsieur Yves POILANE, Directeur de Télécom ParisTech, pris en son établissement Télécom ParisTech, sis 46, rue Barrault 75634 Paris cedex,

ci-après dénommé « Télécom ParisTech »,

ET

Pour Info

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 20 avenue Albert Einstein, 69621 VILLEURBANNE cedex. N° SIRET 196 901 920 00013 CODE APE : 8542Z, Représenté par son Directeur en exercice, Monsieur Eric MAURINCOMME

ci-après dénommé l'« INSA »,

ET

L'Université Claude Bernard – Lyon 1 Etablissement Public national à caractère Scientifique Culturel et Professionnel, dont l'adresse est 43 Boulevard du 11 Novembre 1918, 69622 VILLEURBANNE Cedex, SIRET N°196 9177 44 000 19, représenté par son Président François-Noël GILLY,

ci-après dénommé l'« UCBL »,

ET

L'Université Lumière - Lyon 2, Etablissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel, dont l'adresse est situé 18 quai Claude Bernard, 69365 LYON CEDEX 07, SIRET n° 196 9177 51 000 14 4 représenté par son Président, Jean-Luc MAYAUD,

ci-après dénommé l'« Université Lyon 2 »,

ET

3DDUO, Société Anonyme au capital de 100 300 euros, dont le siège social est situé au 99A Boulevard Descat, 59200 TOURCOING, immatriculée au RCS de Roubaix-Tourcoing sous le numéro B 502 946 254 et représenté par son Président du Conseil d'Admission Monsieur Maxence DEVOGHELAERE

ci-après dénommée « 3DDUO »

Le CNRS et LILLE 1 agissant en leurs noms et au nom et pour le compte du Laboratoire d'Informatique Fondamentale de Lille (ci-après dénommé « LIFL »), Unité Mixte de Recherche n° 8022, dirigé par Sophie TISON

Le CNRS et Télécom ParisTech agissant en leurs noms et au nom et pour le compte du Laboratoire Traitement et Communication de l'information (ci-après dénommé « LTCI »), Unité Mixte de Recherche n° 5141, dirigé par M. Olivier CAPPE.

Le CNRS, l'INSA de Lyon, l'UCBL et l'Université Lyon 2 agissant en leur nom et au nom et pour le compte du Laboratoire d'Informatique en Image et Système d'Informations ci-après dénommé « LIRIS » équipe M2DISCO), Unité Mixte de Recherche n° 5205, dirigé par son directeur Atilla BASKURT.

L'Université Lumière – Lyon 2 agissant en son nom et au nom et pour le compte de Gamagora (ci-après dénommé « Gamagora »), dirigé par Alain GIRON.

ci-après individuellement désignée par la « PARTIE » et collectivement par les « PARTIES ».

ETANT TOUT D'ABORD EXPOSE QUE :

Les PARTIES disposent chacune d'une expérience et de compétences avérées et susceptibles d'être utilisées dans le domaine de la modélisation 3D, de la production et de l'édition de contenus 3D.

Compte tenu de leur complémentarité dans ce domaine, afin de répondre à l'appel à projet CONTINT (Programme Contenus numériques et interactions), lancé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), les PARTIES ont élaboré le projet CrABEx portant sur la chaîne de production et d'édition du contenu 3D, dans le cadre des applications de type loisir numérique (film d'animation, jeux vidéo, *serious games*).

L'objectif du projet CrABEx (ci-après désigné le « PROJET ») est d'apporter une aide dans la création et/ou l'édition de ces ressources graphiques, par l'utilisation d'une base de données de ressources existantes ou créées antérieurement. L'objectif du système visé est d'aider le designer de plusieurs manières possibles : (1) par la suggestion d'éléments appropriés pendant la création/l'édition d'un nouvel objet ; (2) par la génération automatique de nouveaux objets à partir de combinaisons de parties d'objets de la base d'exemples.

Le PROJET ayant été retenu par l'ANR, les PARTIES ont individuellement conclu une convention d'aide avec l'ANR ou reçu d'elle une notification d'aide, entendent désormais, dans le présent accord, fixer les modalités relatives à l'exécution du PROJET, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant.

Le PROJET a par ailleurs obtenu la labellisation des pôles de compétitivité IMAGINOVE région Rhône-Alpes, et Cap Digital région Ile-de-France.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Dans le présent accord les termes suivants, employés en lettres majuscules, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

1.1. ACCORD :

L'ensemble constitué par le présent accord et ses annexes, ainsi que ses éventuels avenants.

1.2. AFFILIE(S) :

Toute personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par une des PARTIES, ou contrôle une des PARTIES ou est sous le même contrôle qu'une des PARTIES, et ce tant que ce contrôle durera.

Pour les besoins de cette définition, on entend par contrôle la détention de

- 50% ou plus du capital social de cette personne morale, ou

- 50% ou plus des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

On entend également par AFFILIE(S) toute société listée en Annexe 4 acceptée par l'ensemble des autres Parties.

1.3. BREVETS NOUVEAUX :

Toute demande de brevet et brevet en décaulant, portant sur des RESULTATS.

1.4. COMITE :

Instance de pilotage constituée conformément à l'article 5.2 ci-après.

1.5. CONNAISSANCES PROPRES :

Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrication, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en décaulant, nécessaires à l'exécution du PROJET, appartenant à une PARTIE ou détenues par elle avant la DATE D'EFFET de l'ACCORD ou indépendamment de la réalisation des travaux du PROJET, et sur lesquelles elle détient des droits d'utilisation compatibles avec les besoins de l'ACCORD.

Les CONNAISSANCES PROPRES identifiées par les PARTIES à la DATE D'EFFET sont listées à l'Annexe 2.

Chaque PARTIE pourra seule demander à faire évoluer la liste de ses CONNAISSANCES PROPRES en Annexe 2, selon la procédure du COMITE précisée à l'article 5.2.2 ci-après.

1.6. COORDONNATEUR :

La PARTIE coordonnant le PROJET, telle que définie à l'article 5.1 ci-après.

1.7. DATE D'EFFET :

La DATE D'EFFET de l'ACCORD est fixée rétroactivement au 01 novembre 2013, sous réserve de la signature de l'ACCORD par les PARTIES.

1.8. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES :

Toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient - incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances, communiquées par une PARTIE à une ou plusieurs autres PARTIE(S) au titre de l'ACCORD, pour lesquelles la PARTIE qui communique ces informations a indiqué de manière écrite non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquée, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Les PARTIES reconnaissent que les RESULTATS et les CONNAISSANCES PROPRES des autres PARTIES constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

1.9. LIVRABLES :

Tout élément matériel (rapport, échantillon, démonstrateur, etc.) transmis par une PARTIE à une ou plusieurs autres PARTIES, dans le cadre de l'exécution du PROJET.

1.10. LOGICIELS :

- "Logiciel Antérieur" : logiciel préexistant à la date d'effet du Contrat. Un Logiciel Antérieur relève des Connaissances Propres.
- "Logiciel Contractuel" : logiciel développé dans le cadre du PROJET. Un Logiciel Contractuel relève des Résultats.
- "Logiciel Dérivé" : logiciel réalisé à partir d'un Logiciel Antérieur dans le cadre du PROJET. On distingue deux catégories de Logiciel Dérivé : les Adaptations et les Extensions.
- Une Adaptation est un Logiciel Contractuel utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel Antérieur dont il dérive et/ou réécrit dans un autre langage.
- Une Extension est un Logiciel Contractuel permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de Antérieur dont il dérive.

1.11. LOGICIEL LIBRE / LOGICIEL OPEN SOURCE :

Logiciel sous LICENCE LIBRE ou sous LICENCE OPEN SOURCE.

➤ LICENCE LIBRE :

Toute licence conforme aux critères définis par la Free Software Foundation

(<http://www.fsf.org>).

➤ LICENCE OPEN SOURCE :

Toute licence aux principes définis par l'open Source Initiative

(<http://www.opensource.org>).

1.12. PROJET :

Le projet de recherche intitulé CrABex tel que décrit en préambule faisant l'objet de l'ACCORD et dont les travaux sont décrits à l'Annexe 1.

1.13. PARTIES COPROPRIETAIRES :

PARTIES copropriétaires de RESULTATS COMMUNS.

1.14. PART DU PROJET :

Part des travaux mise à la charge d'une PARTIE, telle que définie à l'Annexe 1 à l'ACCORD.

1.15. RESULTATS :

Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution du PROJET, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrication, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevétés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par une ou plusieurs PARTIES, ou leurs sous-traitants.

1.16. RESULTATS COMMUNS :

Tous RESULTATS développés au titre du PROJET conjointement par des personnels d'au moins deux PARTIES et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution intellectuelle de chacune desdites PARTIES pour la demande ou l'obtention d'un droit de propriété intellectuelle.

1.17. RESULTATS PROPRES :

RESULTATS obtenus par une PARTIE seule, sans le concours d'une autre PARTIE, c'est-à-dire sans la participation en termes d'activité inventive ou intellectuelle lors de l'exécution de sa PART DU PROJET.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD

L'ACCORD a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du PROJET et de la collaboration entre les PARTIES,
- de fixer les règles de dévolution des droits de propriété intellectuelle des RESULTATS,
- de fixer les modalités et conditions générales d'accès aux CONNAISSANCES PROPRES et les modalités et conditions générales d'utilisation et d'exploitation des RESULTATS.

ARTICLE 3 - NATURE DE L'ACCORD

Aucune stipulation de l'ACCORD ne pourra être interprétée comme constituant entre les PARTIES une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTIES, la nature juridique du groupe formé par les PARTIES au titre de l'ACCORD étant celle d'un groupement temporaire sans personnalité morale.

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* est formellement exclu.

Aucune PARTIE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTIES ni de créer des obligations à la charge des autres PARTIES, en dehors du COORDONNATEUR (ou du COMITE selon) dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits qui lui sont conférés ci-après.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

4.1. REPARTITION DES PARTS DU PROJET

La répartition des PARTS DU PROJET entre les PARTIES et le calendrier de leur réalisation sont définis en Annexe 1.

Chaque PARTIE est responsable de l'exécution de sa PART DU PROJET correspondant à l'annexe technique détaillée remise à l'ANR (Annexe 1).

4.2. EXECUTION DE SA PART DU PROJET

Chaque PARTIE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter sa PART DU PROJET en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à cette exécution.

Chaque PARTIE est tenue de faire part aux autres PARTIES de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa PART DU PROJET qui sont susceptibles de compromettre les objectifs du PROJET. Cette information doit être adressée au COORDONNATEUR dans les meilleurs délais.

4.3. SOUS-TRAITANCE

4.3.1 Les sous-traitants déjà listés en Annexe 1 sont considérés comme acceptés par les PARTIES.

Toute sous-traitance non prévue en Annexe 1 nécessaire à une PARTIE pour la réalisation d'une partie de sa PART DU PROJET, devra faire l'objet d'une information préalable par cette PARTIE aux

autres PARTIES via le COORDONNATEUR. L'accord des autres PARTIES sera réputé acquis à l'issue d'un délai de quinze (15) jours calendaires sauf si l'une de ces PARTIES faisait valoir dans ce délai auprès du COMITE un intérêt légitime justifiant son opposition.

4.3.2 Chaque PARTIE sera pleinement responsable de la réalisation de la partie de sa PART DU PROJET qu'elle sous-traitera à un tiers, auquel elle imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD, notamment la confidentialité.

Chaque PARTIE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquiescer les droits de propriété intellectuelle sur les RESULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre du PROJET, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTIES dans le cadre de l'ACCORD.

La PARTIE qui sous-traitera devra s'assurer que son sous-traitant ne prétende à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 7 et 8 ci-après.

Dans le cas d'une telle sous-traitance, toute utilisation par le sous-traitant des CONNAISSANCES PROPRES ou RESULTATS appartenant à une autre PARTIE sera subordonnée à l'accord préalable écrit de cette autre PARTIE et sera limitée aux seuls besoins de l'exécution de la partie de la PART DU PROJET concernée.

4.4. PRESENCE DE PERSONNELS DE L'UNE DES PARTIES DANS LES LOCAUX D'UNE AUTRE PARTIE

La présence de personnels de l'une des PARTIES dans les locaux d'une autre PARTIE, pour les besoins d'exécution du PROJET, obéira aux conditions suivantes :

- La présence de personnels devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de la PARTIE accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de la PARTIE qui emploie ces personnels, sauf convention expresse contraire

- Lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu d'accueil qui leur seront communiquées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, les personnels accueillis demeureront sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de leur employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

ARTICLE 5 - ORGANISATION

5.1. COORDONNATEUR

5.1.1 Désignation du COORDONNATEUR

D'un commun accord entre les PARTIES, l'Université Lille 1 – Sciences et Technologies est désignée COORDONNATEUR du PROJET, ci-après dénommé « COORDONNATEUR ».

5.1.2 Rôle du COORDONNATEUR

Le COORDONNATEUR est notamment chargé :

- d'être l'intermédiaire entre les PARTIES et l'ANR et le COMITE,
- de diffuser aux PARTIES, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du PROJET, toutes correspondances d'intérêt commun en provenance de l'ANR, ou toutes correspondances à destination de l'ANR ayant notamment pour objet de lui faire part de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du PROJET,

- de rassembler et transmettre à l'ANR, selon l'échéancier défini par l'ANR, un rapport sur l'état d'avancement du PROJET sur le plan scientifique, ainsi que, le cas échéant, un rapport de fin de recherche au terme du PROJET,
- d'établir, diffuser et mettre à jour le calendrier général du PROJET et d'en contrôler l'exécution,

- en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTIES, notamment celles visées à l'article 12, de collecter les propositions de solution émanant de chacune des PARTIES, d'en assurer la diffusion entre elles, d'en élaborer éventuellement la synthèse et de veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COMITE. Le cas échéant, le COORDONNATEUR en informera l'ANR.

5.1.3 Obligations des PARTIES à l'égard du COORDONNATEUR

Chaque PARTIE a les obligations suivantes :

- fournir au COORDONNATEUR les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans les délais impartis par l'ANR,
- porter à la connaissance du COORDONNATEUR l'état d'avancement de sa PART DU PROJET, selon une périodicité à définir d'un commun accord au sein du COMITE,
- transmettre au COORDONNATEUR ses demandes d'ajouts aux Annexes concernées dans un délai raisonnable et compatible avec les exigences de l'ANR,
- prévenir sans délai le COORDONNATEUR de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,

- transmettre au COORDONNATEUR, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des rapports techniques périodiques et le cas échéant du rapport de fin de recherche destinés à l'ANR trente (30) jours calendaires avant la remise du rapport concerné à l'ANR.

5.2. LE COMITE

5.2.1 Composition du COMITE

Pour favoriser le bon déroulement du PROJET, il est créé un COMITE, composé d'un représentant de chacune des PARTIES. La liste de ces représentants est jointe en Annexe 3. Le COMITE est présidé par le représentant du COORDONNATEUR.

Lorsque des PARTIES agissent en tant que tutelles d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), elles désigneront pour ladite structure un seul représentant au COMITE qui aura autorité pour prendre toute décision au nom de l'ensemble des tutelles de ladite structure. Il appartient au représentant désigné de chaque PARTIE de rechercher toute validation interne nécessaire afin de pouvoir prendre position sur les sujets abordés au sein du COMITE, sous réserve du respect des dispositions de l'article 5.2.3 relative à la détermination de l'ordre du jour. Il est notamment rappelé que les membres du COMITE représentant des organismes de recherche ne peuvent pas prendre seuls des positions en matière de propriété intellectuelle ou de budget.

En tant que de besoin, ces représentants pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable aux autres PARTIES et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel d'une des PARTIES, souscrive un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de l'article 9.1 ci-après, préalablement à sa participation au COMITE. Une PARTIE peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre PARTIE s'il y a un conflit d'intérêt entre les activités de la PARTIE qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur.

Les spécialistes susvisés n'interviendront qu'à titre consultatif durant les réunions du COMITE.

5.2.2 Missions du COMITE

Le COMITE est garant de la bonne exécution de l'ACCORD, et notamment l'avancement du PROJET. Il veille au respect des échéances prévues dans l'Annexe 1 et en cas de besoin, décide, sur proposition du COORDONNATEUR ou d'une des PARTIES, des solutions en cas de problème d'exécution. Il propose éventuellement toute modification relative à l'estimation financière et/ou au calendrier, sous réserve de l'approbation de l'ANR.

Le COMITE décide le cas échéant et sous réserve de l'approbation de l'ANR de l'exclusion d'une PARTIE défaillante ou de l'intégration d'une nouvelle PARTIE pour la réalisation du PROJET.

Le COMITE constitue également une instance privilégiée pour la communication entre les PARTIES de toutes informations, qu'elles soient de nature technique, scientifique, industrielle, commerciale ou autre, liées au PROJET.

A ce titre, le COMITE assure notamment le suivi des LIVRABLES et entérine les demandes d'évolution de la liste des CONNAISSANCES PROPRES de l'Annexe 2.

Le COMITE autorise les modifications apportées à l'Annexe 4.

Le COMITE est aussi l'organe de concertation entre les PARTIES en cas de difficulté ou de litige.

Le COMITE décide de remplacer le COORDONNATEUR en cas de défaillance de celui-ci, sous réserve de l'approbation de l'ANR.

5.2.3 Décisions du COMITE

Toutes les décisions du COMITE sont prises à l'unanimité de ses membres présents ou représentés. Chacune des PARTIES dispose d'une seule voix de même valeur. Par dérogation à ce principe, les PARTIES agissant au sein d'une structure commune de recherche (de type « UMR ») ne disposent que d'une seule voix. Dans l'hypothèse visée à l'article 5.2.2 alinéa 2 et à l'article 12 ci-après, la PARTIE défaillante ou souhaitant se retirer ne prend pas part au vote et la décision intervient à l'unanimité de tous les autres membres.

Chaque fois que l'unanimité ne sera pas atteinte, le COMITE réexaminera le(s) point(s) de désaccord dans un délai maximum d'un (1) mois. En cas de désaccord persistant au sein du COMITE, la question sera soumise aux représentants des PARTIES signataires de l'ACCORD.

Le COMITE se réunira au moins tous les six (6) mois pendant la durée du PROJET, sur convocation du COORDONNATEUR, ou à la demande expresse de l'une des PARTIES.

La convocation (par courriel ou courrier) aux réunions du COMITE doit intervenir dans un délai minimum de quinze (15) jours calendaires avant la date de réunion. La convocation mentionnera le nom des participants à la réunion ainsi que l'ordre du jour, tout point supplémentaire à l'ordre du jour devra être adressé au COORDONNATEUR au moins sept (7) jours calendaires avant la date de réunion pour lui permettre d'en informer toutes les PARTIES.

Le COMITE ne pourra valablement siéger que si les trois quarts (3/4) au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les réunions du COMITE feront l'objet de comptes rendus rédigés par le COORDONNATEUR et transmis à chacune des PARTIES dans les quinze (15) jours calendaires suivants la date de la réunion. Tout compte rendu est considéré comme accepté par les PARTIES si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les PARTIES.

ARTICLE 6 - MODALITES FINANCIERES

Chaque PARTIE bénéficiaire d'une aide recevra directement de l'ANR l'aide correspondant à sa PART DU PROJET, conformément aux stipulations de sa convention d'aide ou décision d'aide particulière signée ou notifiée avec/par l'ANR.

Chaque PARTIE supportera individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de sa PART DU PROJET.

Les montants prévisionnels des subventions attribuées aux PARTIES et des compléments de financement qu'elles supportent aux fins d'exécution du PROJET sont mentionnés en Annexe 5.

L'ACCORD n'implique aucun flux financier entre les PARTIES.

ARTICLE 7 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

7.1. CONNAISSANCES PROPRES

Chacune des PARTIES reste propriétaire de ses CONNAISSANCES PROPRES.

A l'exception des stipulations ci-après, l'ACCORD n'emporte aucune cession ou licence des droits de la PARTIE détentrice sur ses CONNAISSANCES PROPRES.

Sous réserve des stipulations de l'article 8 ci-après, rien dans le présent ACCORD n'interdit à la PARTIE détentrice d'utiliser de quelque manière que ce soit ses CONNAISSANCES PROPRES pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.

7.2. RESULTATS PROPRES

Les RESULTATS PROPRES sont la propriété de la PARTIE qui les a générés.

Les éventuels BREVETS NOUVEAUX et les autres titres ou droits de propriété intellectuelle sur lesdits RESULTATS seront déposés à ses seuls frais, à son seul nom et à sa seule initiative.

7.3. RESULTATS COMMUNS

7.3.1 Principes de propriété

Les PARTIES ayant généré des RESULTATS COMMUNS en sont par principe copropriétaires à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, à moins que lesdites Parties ne conviennent conventionnellement d'une répartition différente.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES signeront, par acte séparé et avant toute exploitation, un accord définissant la répartition convenue des quotes-parts, ainsi que les droits et obligations s'y rapportant et reprenant pour ce qui concerne les RESULTATS COMMUNS brevatables et/ou les droits d'auteur les principes exposés ci-dessous.

Dans le cas où des RESULTATS COMMUNS seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule PARTIE COPROPRIETAIRES. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant leur structure.

7.3.2 RESULTATS COMMUNS brevatables

7.3.2.1 Gestion et procédure

Les PARTIES COPROPRIETAIRES des RESULTATS COMMUNS décideront si ces derniers doivent faire l'objet de demandes de brevet déposées à leurs noms conjoints, et désigneront parmi elles celle qui sera chargée d'effectuer les procédures de dépôt et de maintien en vigueur. Elles pourront aussi décider de désigner un tiers mandataire pour effectuer ces formalités.

Chaque PARTIE fera son affaire de la rémunération de ses inventeurs.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX en copropriété seront supportés par les PARTIES COPROPRIETAIRES en fonction de leurs quotes-parts. Il est entendu que concernant la prise en charge des frais de propriété intellectuelle de la quote-part revenant aux Parties tutelles d'UMR, les conventions passées entre les tutelles s'appliqueront.

Les PARTIES s'engagent à :

- respecter le droit des inventeurs à figurer dans les demandes de brevet,
- à faire leurs meilleurs efforts pour que les chercheurs, cités comme inventeurs, donnent toutes signatures pour accomplir toutes les formalités nécessaires pour le dépôt, le maintien et la défense des brevets.

7.3.2.2 Renonciation

Si l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de BREVETS NOUVEAUX renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX dans un ou plusieurs pays, elle devra en informer les autres PARTIES COPROPRIETAIRES en temps opportun et/ou au plus tard trente (30) jours à compter de la notification du gestionnaire pour que celles-ci déposent en leurs seuls noms et poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur à leurs seuls frais et profits. La PARTIE qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres PARTIES de devenir seuls copropriétaires du ou des BREVETS NOUVEAUX en cause dans le ou les pays concernés.

Une PARTIE COPROPRIETAIRES sera réputée avoir renoncé au dépôt, à la poursuite de la procédure de délivrance ou au maintien en vigueur d'un BREVET NOUVEAU, en cas de non réponse dans les soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la ou les autres PARTIE(S) COPROPRIETAIRES(S) lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, sauf délai supplémentaire convenu entre les PARTIES concernées.

Dans le cas où une PARTIE COPROPRIETAIRES renoncerait dans certains pays à la poursuite de la procédure et/ou au maintien en vigueur d'un BREVET NOUVEAU, elle resterait engagée au titre du règlement de copropriété pour les autres BREVETS NOUVEAUX bénéficiant de la même date de priorité

Les autres PARTIES COPROPRIETAIRES s'engagent à ne pas opposer, à la PARTIE qui a renoncé, leurs droits dans les pays auxquels celle-ci a renoncé, sous réserve que cette PARTIE qui a renoncé s'acquitte des compensations financières relatives à l'exploitation telles que prévues audit règlement de copropriété.

Toutefois, elle ne pourra prétendre à aucune compensation au titre de l'exploitation par les autres PARTIES COPROPRIETAIRES pour les pays pour lesquels elle a abandonné la procédure.

7.3.2.3 Cession

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRES a le droit de céder sa quote-part de copropriété sur les BREVETS NOUVEAUX.

Toutefois, en cas de cession hors AFFILIES projetée par une PARTIE COPROPRIETAIRES, la ou les autres PARTIES COPROPRIETAIRES disposeront d'un droit de préemption dans les conditions qui suivent.

Le cédant devra notifier son projet par lettre recommandée avec avis de réception aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES en indiquant, dans sa notification, sous réserve de ses éventuelles obligations de confidentialité, les conditions, notamment financières, de l'opération projetée, ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime.

Chaque PARTIE COPROPRIETAIRES disposera alors d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification, pour faire connaître à la PARTIE cédante, par lettre recommandée avec avis de réception, si elle entend ou non user de ce droit de préemption.

A défaut de réponse dans ce délai, une PARTIE sera réputée avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption par la PARTIE non cédante, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

Tout cédant s'oblige à inclure dans tout contrat de cession le détail des droits et obligations attachés aux BREVETS NOUVEAUX.

7.3.2.4 Défense des BREVETS NOUVEAUX

Au cas où l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES suspecterait la contrefaçon d'un BREVET NOUVEAU, les PARTIES COPROPRIETAIRES se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les PARTIES COPROPRIETAIRES dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'une des PARTIES COPROPRIETAIRES aux autres PARTIES COPROPRIETAIRES des actes de contrefaçon présumés d'un tiers, chacune des PARTIES COPROPRIETAIRES pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toute action qu'elle jugera utile.

Les PARTIES COPROPRIETAIRES ayant participé à de telles actions ne seront redevables d'aucune garantie à l'égard des autres PARTIES COPROPRIETAIRES quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX.

7.3.3 RESULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur hors logiciels

Un règlement de copropriété entre les indivisaires définira les droits détenus par les PARTIES COPROPRIETAIRES concernées notamment au regard de la spécificité des RESULTATS COMMUNS obtenus et des conditions d'accès et d'utilisation qu'elles souhaitent se réserver.

7.3.4 Logiciel Contractuel Commun

Les Parties Copropriétaires s'engagent à conclure un règlement de copropriété avant toute exploitation commerciale dudit Logiciel Contractuel Commun.

Sauf dispositions contraires, le Logiciel Contractuel Commun est remis à chaque Partie Copropriétaire, sous forme de listes et sur support magnétique, en langage source, y compris les commentaires, accompagné des documentations, notice et notes d'emploi éventuels.

7.3.5 Cas particulier des Logiciels Dérivés :

Chaque Partie est propriétaire des Extensions réalisées par elle-même dans le cadre de l'ACCORD, quelle que soit la Partie propriétaire des Logiciels Antérieurs dont ces Extensions dérivent.

Les Extensions réalisées en commun par des Parties sont la propriété commune desdites Parties, quelle que soit la Partie initialement propriétaire des Logiciels Antérieurs dont ces Extensions dérivent. Les Extensions réalisées en commun par des Parties sont traitées comme des Résultats Communs.

Les Adaptations réalisées dans le cadre du présent ACCORD sont la propriété de la ou des Partie(s) (co)propriétaire(s) du Logiciel Antérieur.

ARTICLE 8 - UTILISATION / EXPLOITATION

8.1. CONNAISSANCES PROPRES

8.1.1 Aux fins d'exécution du PROJET

Pour la durée du PROJET, les PARTIES concèdent sans contrepartie financière un droit d'utilisation de leurs CONNAISSANCES PROPRES figurant dans la liste tenue à jour par le COMITE et dont la version initiale figure en Annexe 2, aux autres PARTIES, sur demande écrite de celles-ci, lorsqu'elles leur sont nécessaires pour exécuter leur PART DU PROJET.

Plus particulièrement, lorsque les Connaissances Propres sont des Logiciels Antérieurs, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part du Programme, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces Logiciels Antérieurs en dehors du PROJET et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation écrite préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation notamment sous forme de prestation de service ou commerciale.

Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des Logiciels Antérieurs considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits Logiciels.

Sauf dispositions contraires, la fourniture de Logiciels Antérieurs en application du présent article sera effectuée sous forme de code machine, accompagné de manuels éventuels.

8.1.2 Aux fins d'exploitation des RESULTATS

Pendant la durée du PROJET et les 18 mois après son terme, sous réserve des éventuelles restrictions figurant à l'Annexe 2 et des droits des tiers, chaque PARTIE détenteur s'engage à concéder aux autres PARTIES et/ou à leurs AFFILIES, par acte séparé et sur demande écrite, une licence sur ses CONNAISSANCES PROPRES figurant dans la liste tenue à jour par le COMITE et dont la version initiale figure en Annexe 2, lorsque celles-ci sont nécessaires à l'exploitation, par la PARTIE ou son AFFILIE qui en fait la demande, de ses RESULTATS ou des RESULTATS sur lesquels elle a obtenu des droits d'exploitation.

La PARTIE détenteur s'engage à concéder lesdites licences à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré.

Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous licence sauf accord préalable et écrit de la PARTIE détenteur.

Plus particulièrement, lorsque les Connaissances Propres sont des Logiciels Antérieurs, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour l'exploitation de ses Résultats, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

Les Licences ainsi conférées n'entraînent pas l'accès aux codes sources des Logiciels Antérieurs considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits Logiciels. Sauf dispositions contraires, la fourniture de Logiciels Antérieurs en application du présent article sera effectuée sous forme de code machine, accompagné de manuels éventuels.

8.2. RESULTATS

8.2.1 Utilisation – Exploitation des RESULTATS PROPRES par une PARTIE

Chaque PARTIE est libre d'exploiter ou de faire exploiter ses RESULTATS PROPRES sous réserve des droits des autres PARTIES prévus à l'article 8.2.3 ci-après.

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés et/ou de leur sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'usage et d'exploitation sur les RESULTATS ou RESULTATS COMMUNS, dans les conditions prévues ci-après.

8.2.2 Utilisation – Exploitation des RESULTATS COMMUNS par les PARTIES COPROPRIETAIRES

Les Parties Copropriétaires et leurs AFFILIES disposent d'un droit non exclusif d'exploitation industrielle et/ou commerciale, directe et indirecte des RESULTATS COMMUNS.

Toutefois, en amont de toute exploitation des RESULTATS COMMUNS, les PARTIES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS et/ou BREVETS NOUVEAUX en copropriété préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un accord de valorisation, ou dans l'hypothèse de BREVETS NOUVEAUX ou de logiciels, dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'Article 7.3.1 ci-dessus et dans le respect des principes définis à l'Article 8.2.3.2.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties Copropriétaires qu'en cas d'exploitation effective par une Partie et/ou ses AFFILIES, celle-ci donnera lieu, à l'égard des autres Parties Copropriétaires, à une compensation financière, forfaitaire ou proportionnelle, qui sera équitable eu égard aux contributions respectives des Parties Copropriétaires.

L'accord écrit préalable de toutes les PARTIES COPROPRIETAIRES est nécessaire en cas d'exploitation exclusive.

Pour les RESULTATS COMMUNS consistant en des Logiciels, l'accord écrit préalable des autres PARTIES COPROPRIETAIRES est nécessaire, notamment dans le cas où l'exploitation envisagée entraîne la diffusion des codes sources.

8.2.3 Utilisation de RESULTATS PROPRES et/ou COMMUNS par les PARTIES non détentrices autres que les PARTIES COPROPRIETAIRES

Sauf accord entre les PARTIES concernées, les droits prévus au présent article 8.2.3 seront non exclusifs et non cessibles et sans droit de sous-licence sauf accord expresse contraire des Parties concernées.

8.2.3.1 Aux fins d'exécution du PROJET

Pour la durée du PROJET, les PARTIES concèdent un droit d'utilisation de leurs RESULTATS aux autres PARTIES sur demande écrite de celles-ci lorsqu'ils leur sont nécessaires pour exécuter leur PART DU PROJET. Cette concession se fait sans contrepartie financière.

Dans le cas où un Logiciel Contractuel serait un Résultat Propre d'une Partie, il sera remis, pour les besoins de l'exécution du Programme et à cette seule fin, aux Parties qui en feraient la demande, sur support magnétique, en langage exécutable uniquement, accompagné des documentations, notice et notes d'emploi éventuels.

La Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces logiciels ainsi qu'une copie de sauvegarde ; elle s'interdit tous actes d'utilisation de ces logiciels autre que dans le cadre de la réalisation du Programme, et notamment tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation à des fins industrielles et commerciales.

8.2.3.2 Aux fins d'exploitation des RESULTATS

Chaque PARTIE s'engage à concéder aux autres PARTIES et/ou à leurs AFFILIES, une licence non exclusive d'exploitation de ses RESULTATS PROPRES ou COMMUNS, lorsque ceux-ci sont nécessaires

à l'exploitation, des RESULTATS PROPRES ou COMMUNS de la PARTIE ou l'AFFILIE qui en fait la demande.

A cette fin, chaque PARTIE detentricice s'engage, sur demande écrite formulée pendant la durée du PROJET et les 18 mois après son terme, à concéder par acte séparé aux autres PARTIES une telle licence à des conditions justes et raisonnables, ladite licence devant être conclue avant toute exploitation des RESULTATS.

Dans le cas où un Logiciel Contractuel serait un Résultat Propre ou Commun d'une Partie ou plusieurs Parties, il sera remis, pour les besoins de l'exploitation de ses RESULTATS et à cette seule fin, aux Parties qui en feraient la demande - dans les conditions énoncées ci-dessus sur support magnétique, en langage exécutable uniquement, accompagné des documentations, notice et notes d'emploi éventuels.

Il est entendu que les licences d'exploitation concédées dans le cadre du présent article seront non cessibles et n'incluront pas le droit de sous licencier, sauf accord exprès de la PARTIE propriétaire ou copropriétaire.

Toutefois, les PARTIES qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, bénéficieront, sur demande, du droit de sous licencier les droits ainsi concédés, sous réserve de l'accord de la PARTIE propriétaire ou copropriétaire sur l'objet de la sous licence et du tiers bénéficiaire. Ladite PARTIE propriétaire ou copropriétaire pourra s'y opposer si elle justifie d'intérêts légitimes.

A l'issue du délai de 18 mois visé ci-dessus, l'engagement susvisé prendra fin et la Partie propriétaire ou copropriétaire des RESULTATS non licenciés selon le présent article se retrouvera libre de les exploiter et/ou de les faire exploiter via une licence exclusive.

8.2.3.3 A des fins de recherche interne

Les PARTIES concèdent un droit d'utilisation de leurs RESULTATS aux autres PARTIES à des fins de recherche interne exclusivement.

Cette demande devra être faite par acte séparé et sur demande écrite, avant la fin du PROJET pendant la durée du projet et 6 mois après son terme.

Cette concession se fait sans contrepartie financière.

La PARTIE detentricice ne peut s'y opposer, sauf intérêts légitimes.

Si les RESULTATS ainsi demandés constituent des logiciels, leur remise fera l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précisera les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraîneront pas l'accès aux codes sources, sauf accord expresse de la Partie propriétaire ou copropriétaire.

8.3. LOGICIEL OPEN SOURCE

Sauf accord préalable des PARTIES susceptibles d'être impactées (via leur représentant au COMITE), celles-ci s'interdiront d'intégrer au PROJET des LOGICIELS LIBRES / LOGICIELS OPEN SOURCE.

Afin de permettre aux PARTIES de déterminer les effets de la LICENCE OPEN SOURCE sur l'utilisation d'un LOGICIEL LIBRE / LOGICIEL OPEN SOURCE, la PARTIE qui souhaite l'utiliser, dans le cadre du PROJET, devra fournir aux autres PARTIES toutes les informations nécessaires relatives à la LICENCE LIBRE / LICENCE OPEN SOURCE qui leur est applicable.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

9.1. CONFIDENTIALITE

9.1.1 Chacune des PARTIES, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres PARTIES ses seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES jugées nécessaires par elle-même à la réalisation des objectifs décrits dans le PROJET.

Aucune stipulation de l'ACCORD ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à communiquer ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du PROJET.

9.1.2 La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE (ci-après désignée la « PARTIE RECIPIENDAIRE ») d'une autre PARTIE (ci-après désignée la « PARTIE EMETTRICE ») s'engage, pendant la durée de l'ACCORD et pendant les cinq (5) ans qui suivent la fin de l'ACCORD, quelle qu'en soit la cause, à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE EMETTRICE :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles,
- b) ne soient communiquées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel, à ses AFFILIES ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour la réalisation d'une partie du PROJET et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes.

- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'ACCORD,
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du PROJET.

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions, transmises par une PARTIE à une autre PARTIE, resteront la propriété de la PARTIE EMETTRICE sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à cette dernière ou détruites sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

En tout état de cause, la PARTIE RECIPIENDAIRE reste responsable envers la PARTIE EMETTRICE du respect par ses AFFILIES et sous-traitants des obligations prévues au présent article 9.1.2.

9.1.3 La PARTIE RECIPIENDAIRE n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction en regard à toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

a) qu'elles étaient accessibles au public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la PARTIE RECIPIENDAIRE,

b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant de les avoir reçues de la PARTIE EMETTRICE,

c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer, de manière licite, sans restriction, ni violation des présentes conditions.

d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la PARTIE EMETTRICE,

e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE RECIPIENDAIRE n'ayant pas eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Dans le cas où la communication d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La PARTIE RECIPIENDAIRE s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la PARTIE EMETTRICE afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

9.1.4 Sans préjudice des articles 7 et 8, il est expressément convenu entre les PARTIES que la communication par les PARTIES entre elles d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, au titre de l'ACCORD, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la PARTIE RECIPIENDAIRE un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

9.2. PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

9.2.1 Dans le respect des stipulations de l'article 9.1, tout projet de communication, notamment par voie de publication, présentation, sous quelque support ou forme que ce soit, relatif au PROJET, aux RESULTATS COMMUNS ou intégrant les RESULTATS PROPRES des autres PARTIES, par l'une ou l'autre des PARTIES, devra recevoir, pendant la durée de l'ACCORD et les deux (2) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des autres PARTIES.

Ces autres PARTIES feront connaître leur décision dans un délai maximum de soixante (60) jours calendaires à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication et/ou de publication;
- à demander que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES leur appartenant soient retirées du projet de communication et/ou de publication; ou
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de communication et/ou de publication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des CONNAISSANCES PROPRES et/ou RESULTATS,

de telles modifications ne devront pas porter atteinte, autant que faire se peut, à la valeur scientifique de la publication et/ou communication ; ou

- à demander que la communication et/ou de publication soit différée si des causes réelles et sérieuses leur paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucune des PARTIES ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet publication ou communication concernée.

En l'absence de réponse d'une PARTIE à l'issue de ce délai de trente jours (30) calendaires, son accord sera réputé acquis.

A l'issue du délai des deux (2) ans, toute publication ou communication se fera dans le respect des obligations de confidentialité stipulées à l'article 9.1 ci-avant.

Ces communications devront mentionner le concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation du PROJET, ainsi que l'aide apportée par l'ANR.

9.2.2 Sous réserve du respect des stipulations de l'article 9.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 9.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au PROJET de produire un rapport d'activité à ou aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au PROJET; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur. Cette soutenance pourra être organisée à huis clos à chaque fois que cela est nécessaire ;
- ni aux dépôts par une ou plusieurs PARTIES d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs CONNAISSANCES PROPRES et/ou RESULTATS PROPRES
- ni à la publication ou communication par une PARTIE de ses RESULTATS PROPRES

ARTICLE 10 - RESPONSABILITES – ASSURANCES

10.1. RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chacune des PARTIES reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

10.2. RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES

10.2.1 Dommages corporels

Chacune des PARTIES prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque PARTIE est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel ou personnel de toute autre PARTIE.

10.2 Dommages aux biens

Chaque PARTIE est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

10.3. Dommages indirects

Sous réserve des dispositions légales, les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

10.4. GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RESULTATS, AUTRES INFORMATIONS ET DES LIVRABLES

Les PARTIES reconnaissent que les CONNAISSANCES PROPRES, les RESULTATS, les autres informations et les LIVRABLES communiquées par l'une des PARTIES à une autre PARTIE dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RESULTATS, ces autres informations et LIVRABLES sont utilisés par les PARTIES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des PARTIES n'aura de recours contre une autre PARTIE, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RESULTATS, ces autres informations et LIVRABLES, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

10.5. ASSURANCES

Chaque PARTIE doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD.

ARTICLE 11 - DUREE DE L'ACCORD

L'ACCORD entre en vigueur à la DATE D'EFFET.

Il est conclu pour une durée de 48 mois (durée des travaux du PROJET).

Toute prolongation donnera lieu à l'établissement d'un avenant signé des PARTIES.

Les stipulations des articles 7, 8, 9 et 10 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'ACCORD.

ARTICLE 12 - RETRAIT OU DEFAILLANCE D'UNE PARTIE

12.1. Retrait d'une PARTIE

Une PARTIE qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée au COORDONNATEUR et à l'ANR dans les meilleurs délais.

Le COORDONNATEUR convoquera une réunion exceptionnelle du COMITE dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la PARTIE souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

Les PARTIES identifieront les conséquences de ce retrait et statueront dans le respect des stipulations de l'article 5.2 ci-avant.

L'exécution de sa PART DU PROJET pourrait, sur décision des autres PARTIES prise au sein du COMITE, être assurée par les soins d'une autre des PARTIES ou d'un tiers désigné par le COMITE.

A l'issue de ce COMITE, conformément aux stipulations de l'article 5.1 ci-avant, le COORDONNATEUR transmettra pour décision à l'ANR le compte rendu de la réunion.

12.2. Défaillance d'une PARTIE

Au cas où l'une des PARTIES manquerait aux obligations qui lui incombent et après une mise en demeure du COORDONNATEUR restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois, le COMITE se réunira si possible en présence de la PARTIE défaillante qui ne prendra pas part au vote.

Le COMITE pourra décider sous réserve de l'accord de l'ANR d'exclure la PARTIE défaillante du PROJET. Dans ce cas, le COMITE décidera en concertation avec l'ANR de la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard et de la nouvelle répartition de la PART DU PROJET de la PARTIE défaillante.

12.3. PARTIE en difficulté

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'une PARTIE, le COORDONNATEUR se chargera :

- de mettre l'administrateur ou liquidateur judiciaire en charge de ladite procédure, ou le cas échéant le débiteur, en demeure de poursuivre ou résilier l'ACCORD ;
- d'avoir une réponse explicite de l'administrateur, du liquidateur judiciaire ou le cas échéant du débiteur ; l'ACCORD sera résilié de plein droit à l'égard de la PARTIE concernée dans le cas où ladite mise en demeure resterait plus d'un (1) mois sans réponse ;

- d'informer par écrit l'ANR de toutes les démarches précitées.

A l'issue de telles démarches, l'ANR, sur proposition des PARTIES, décidera de la poursuite du PROJET.

L'exécution de la PART DU PROJET de la PARTIE exclue pourra être assurée par les soins d'une autre PARTIE ou d'un tiers désigné par le COMITE.

12.4 Dans les cas prévus aux articles 12.1 à 12.3, le COORDONNATEUR ou toute autre PARTIE si le COORDONNATEUR est défaillant, fera part à l'ANR de la solution retenue par le COMITE. Dans le cas où le COMITE désigne un tiers pour remplacer la PARTIE exclue ou qui se retire, le COORDONNATEUR demandera son approbation à l'ANR.

12.5 Dans les cas prévus aux articles 12.1 à 12.3 et 15, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET concernée. En outre, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant ses droits de propriété intellectuelle, relatifs à ses CONNAISSANCES PROPRES et RESULTATS, pour la poursuite du PROJET et s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RESULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES PROPRES, dans les conditions de l'article 8 ci-avant.

Le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE ne dispense pas ladite PARTIE de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres PARTIES à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

La PARTIE exclue ou qui se retire de l'ACCORD perd le bénéfice des droits concédés ou qui auraient pu lui être concédés, sur les CONNAISSANCES PROPRES et/ou les RESULTATS des autres PARTIES au titre de l'article 8 ci-avant.

Les stipulations de l'article 8.2 ci-avant demeurent applicables à la PARTIE exclue ou qui se retire.

12.6 La résiliation de l'ACCORD prendra effet de plein droit à la date de réception de la notification de la décision du COMITE.

12.7 Dans le cas de l'impossibilité de trouver une solution de remplacement (c'est-à-dire aucune PARTIE ni aucun tiers n'est en mesure de se substituer à la PARTIE exclue ou qui se retire au titre des articles 12.1 à 12.3 et 15), et dans la mesure où l'abandon de la PART DU PROJET en question affecte la réalisation du PROJET dans son ensemble, le COMITE proposera les modalités d'arrêt du PROJET à l'ANR. Après décision de l'ANR, l'ACCORD prendra alors fin avec l'apurement des comptes.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations due à un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1148 du code civil et de la jurisprudence.

La PARTIE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser le COORDONNATEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. Le COORDONNATEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Les délais d'exécution de la PART DU PROJET concernée pourront être prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les PARTIES et l'ANR.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de trois (3) mois, les PARTIES se réuniront au sein du COMITE afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du PROJET y compris par l'exclusion de la PARTIE qui subit la force majeure.

Le COORDONNATEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du PROJET.

ARTICLE 14 - CORRESPONDANCES

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation du présent ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTIES indiquées ci-après. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTIES, être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie ou par courrier électronique avec accusé de réception immédiatement confirmé par courrier simple dans ces deux derniers cas et sera réputée valablement fait à compter de l'envoi par la PARTIE émettrice.

1 - Lille 1 / LIFL:

Muriel VERNAY

Responsable administrative

Service des Activités Industrielles et Commerciales (SAIC)

Université Lille 1 - Sciences et Technologie

Bâtiment A3-Cité scientifique

59655 Villeneuve D'Ascq

2 - LIRIS :

Equipe M2Disco : Modèles Multirésolution, Discrets et Combinatoires

Elodie DOS SANTOS

Juriste chargée d'affaires

Service Partenariat et Valorisation

CNRS, Délégation Rhône-Auvergne

2 Avenue Albert Einstein

69609 VILLEURBANNE Cedex

3 - Télécom ParisTech / LTCI

Yamina Belabassi

Pôle Valorisation de la Recherche

Télécom ParisTech

37/39, rue Dareau

75014 Paris

4 - Gamagora Michaël Berthet

Université Lumière Lyon 2

Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales

86 rue Pasteur

69365 Lyon Cedex 07

5 – 3DDUO : Maxence Devogheleare

PDG
La Plaine Images / L'Imaginarium
Bureau 204
99A Boulevard Descat
59200 Tourcoing

Toute communication relative à la gestion technique du PROJET devra être effectuée auprès des personnes suivantes :

1 – LIFL : Monsieur Jean-Philippe VANDEBORRE

LIFL – UMR LILLE 1/CNRS 8022
Cité Scientifique – Bâtiment M 3
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
jean-philippe.vanderborre@lifl.fr

2 – LIRIS : Monsieur Guillaume LAVOUE

LIRIS – UMR 5205
20 Avenue Albert Einstein
Bâtiment Jules Verne
69621 VILLEURBANNE Cedex

3 – Télécom ParisTech / LTCI

Julien TIERNY
Télécom ParisTech
46, rue Barrault
75634 Paris cedex 13

4 – Gamagora

Gilles Gesquiere
Université Lumière Lyon 2
ICOM/Gamagora
5 avenue Pierre Mendès-France
69500 BRON

5 – 3DDUO

Monsieur Arnaud Berg
Directeur technique
La Plaine Images / L'Imaginarium
99A Boulevard Descat
59200 Tourcoing
aberg@3dduo.com

Chaque des PARTIES devra informer les autres PARTIES, d'un changement d'adresse dans les meilleurs délais, via le COMITE, sinon par écrit.

ARTICLE 15 - INTUITU PERSONAE – CESSIION DE CONTRAT – CHANGEMENT DE CONTROLE

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD est conclu *intuitu personae*.

En conséquence, aucune PARTIE n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'accord préalable et écrit des autres PARTIES.

En cas de cession à un AFFILIE, la PARTIE cédante devra informer les autres PARTIES et l'ANR via le COORDONNATEUR. L'accord des autres PARTIES sera réputé acquis à l'issue d'un délai de quinze (15) jours calendaires sauf si l'une de ces PARTIES faisait valoir dans ce délai un intérêt légitime au COMITE justifiant son opposition.

Toutefois, cette cession devra également recueillir l'accord de l'ANR.

En cas de changement de contrôle au sens des articles L 233-1 et L 233-3 du Code de commerce, la PARTIE affectée s'engage à en informer sans délai le COORDONNATEUR et l'ANR.

Le COORDONNATEUR convoquera le COMITE à une réunion extraordinaire.

Le COMITE :

- pourra résilier l'ACCORD à l'égard de la PARTIE affectée, celle-ci ne prenant pas part au vote

ou

- devra résilier l'ACCORD à l'égard de la PARTIE affectée dans le cas où l'ANR imposerait l'exclusion de cette dernière.

ARTICLE 16 - DROIT APPLICABLE - LITIGES

L'ACCORD est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de l'ACCORD, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COMITE, puis de leurs autorités respectives.

Au cas où les PARTIES ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la PARTIE la plus diligente devant la juridiction française compétente.

ARTICLE 17 – STIPULATIONS DIVERSES

16.1. NULLITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les PARTIES feraient les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur et les PARTIES feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'ACCORD.

16.2. OMISSIONS

Le fait, par l'une ou l'autre des PARTIES d'omettre de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par ladite PARTIE à s'en prévaloir ultérieurement.

16.3. MODIFICATION

L'ACCORD annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les PARTIES sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les PARTIES sur cet objet. Sauf stipulation contraire de l'ACCORD, aucune addition ou modification aux termes de l'ACCORD n'aura d'effet à l'égard des PARTIES à moins d'être faite par avenant écrit aux présentes, et signé par leurs représentants respectifs dûment habilités

16.4. LISTE DES ANNEXES

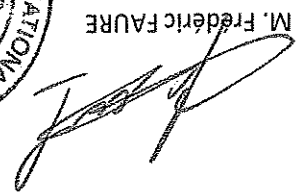
Sont annexés à l'ACCORD pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

- Annexe 1 : Description technique du PROJET ;
- Annexe 2 : Liste des CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES accessibles aux autres Parties ;
- Annexe 3 : Composition du COMITE ;
- Annexe 4 : Liste des affiliés ;
- Annexe 5 : Annexe financière /budget du consortium

Fait en sept (7) exemplaires, dont un pour chacune des PARTIES :

Pour le CNRS, pour le Président et par délégation

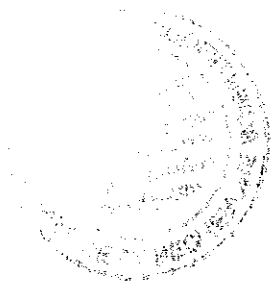
le 16/3/14



M. Frédéric FAURE

Délégué Régional





CONFIDENTIEL



Monsieur Philippe ROLLET
Président

le 24/09/2014.

Pour Lille 1

Accord de Consortium CrABex

Pour Télécom ParisTech,

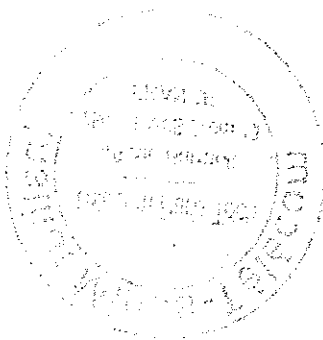
le 11/07/2014

M. Yves POILANE,

Directeur

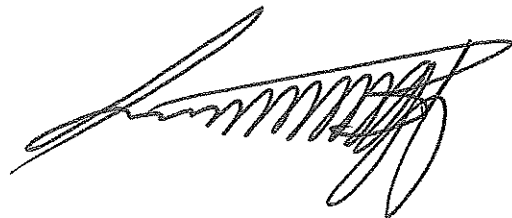
Armand LEVY
Directeur de l'innovation
et du Développement





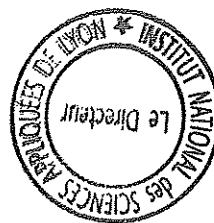
Pour INSA Lyon,

le 24 JUIL. 2014



Eric MAURINCOMME

Directeur



Pour l'université Claude Bernard Lyon 1,

le 15/07/2014

M. François-Noël GILLY
Président

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Président,

M. Jean-Luc MAYAUD

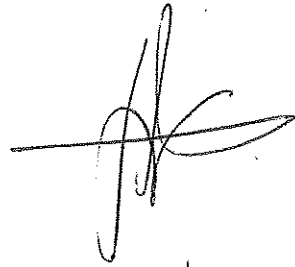


le 20/09/2014

Pour Lyon 2

Pour 3DDUC,

le 16/07/2014



M. Maxence DEVOGHELAERE

Président Du Conseil d'Administration

CONFIDENTIEL

Annexe 1 - DESCRIPTION TECHNIQUE DU PROJET

CONFIDENTIEL

